

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CONF.14/L.45
11 juin 1953
FRANCAIS
ORIGINAL :
ANGLAIS - FRANCAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM
Commission principale

EXAMEN DU PROJET DE PROTOCOLE VISANT A REGLEMENTER
LA PRODUCTION, LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE
DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM (E/2186, ANNEXE)

Textes adoptés par la Commission principale
à sa 22ème séance

Article 3

Limitation des stocks

En vue de limiter aux besoins médicaux et scientifiques la quantité d'opium produite dans le monde :

1. Les Parties doivent réglementer la production, l'exportation et l'importation de l'opium de telle manière que les stocks détenus par toute Partie au 31 décembre de chaque année ne dépassent pas :

a) Pour tout Etat producteur énuméré à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4, la somme totale de la quantité d'opium exportée à des fins médicales ou scientifiques et de la quantité d'opium utilisée à l'intérieur de cet Etat pour la fabrication d'alcaloïdes au cours de deux années, quelles qu'elles soient, plus la moitié de la même somme totale pour une autre année quelle qu'elle soit, lesdites années étant désignées par cette Partie sous réserve qu'elles soient postérieures au 1er janvier 1946. Ladite Partie sera en droit de désigner des périodes différentes pour le calcul des quantités exportées et pour celui des quantités utilisées;

b) Pour toute Partie autre que celle visée à l'alinéa a) du présent paragraphe qui, compte tenu des dispositions des Conventions de 1925 et de 1931 pour autant qu'elles sont applicables à cette Partie permet la fabrication d'alcaloïdes, ses besoins normaux pour une période de

53-16507

- deux ans. Le montant de ces besoins est fixé par le Comité;
- c) Pour toute autre Partie, le montant total de l'opium consommé au cours des cinq années précédentes;
2. a) Si un des Etats producteurs visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 décide de cesser d'être producteur d'opium et souhaite ne plus être inclus dans la catégorie d'Etat producteur établie par l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4, il doit adresser au Comité une déclaration à cet effet au moment où la prochaine notification annuelle devrait être effectuée conformément à l'alinéa b) du paragraphe 3 du présent article. Toute Partie qui formule une telle déclaration n'est plus censée faire partie des Etats mentionnés à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4 et elle ne sera plus admise à en faire partie à l'avenir. Dès reçu de cette déclaration, le Comité inscrit, selon le cas, l'Etat intéressé dans l'une ou l'autre des catégories prévues par les alinéas b) ou c) du paragraphe 1 et en adresse notification à toutes les autres Parties au présent Protocole. Aux fins du présent Protocole, tout changement de catégorie prend effet à la date de la notification du Comité.
- b) La procédure définie à l'alinéa précédent est applicable à toute déclaration présentée par un Etat désireux de se voir transféré de la catégorie prévue à l'alinéa b) du paragraphe 1 à celle que vise l'alinéa c) du même paragraphe ou vice versa, étant entendu, toutefois, que dans ce cas l'Etat en question peut, sur sa demande, être réadmis dans la catégorie à laquelle il appartenait précédemment.
3. a) Les quantités d'opium stipulées aux alinéas a) et c) du paragraphe 1 du présent article sont calculées sur la base des statistiques arrêtées par le Comité dans ses rapports annuels, y compris celles de la période prenant fin au 31 décembre de l'année précédente telles qu'elles seront publiées ultérieurement.
- b) Toute partie à laquelle s'appliquent les alinéas a) et b) du paragraphe 1 du présent article notifie chaque année au Comité selon le cas :

- i) Les périodes de référence qu'elle a choisies conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, ou
- ii) La quantité d'opium qu'elle désire voir considérer par le Comité comme représentant ses besoins normaux pour l'application de l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article;
- c) La notification prévue à l'alinéa précédent doit parvenir au Comité au plus tard le premier jour du mois d'août de l'année qui précède la date à laquelle cette notification se rapporte;
- d) Si une Partie est tenue d'adresser une des notifications prévues à l'alinéa b) du présent paragraphe ne l'a pas fait à la date prévue, le Comité adopte les données contenues dans la dernière notification pertinente effectuée par cette Partie, sous réserve des dispositions de l'alinéa ci-après. Si le Comité ne reçoit de la Partie en cause aucune notification pertinente, il doit, selon le cas et sans consulter de nouveau cette Partie, mais en tenant dûment compte des renseignements dont il dispose, des buts du présent Protocole et des intérêts de ladite Partie :
 - i) Choisir les périodes de référence visées à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, ou
 - ii) Fixer la quantité représentant les besoins normaux visés à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article;
- e) Si le Comité reçoit une notification à une date postérieure à celle qui est fixée à l'alinéa c) du présent paragraphe, il peut agir comme si cette notification lui était parvenue en temps voulu;
- f) Le Comité notifie chaque année :
 - i) A toute Partie visée à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, quelles sont les années de référence choisies en conformité soit dudit alinéa, soit des alinéas d) et e) du paragraphe 3 du présent article;

- 11) A toute Partie visée à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article, quelle est la quantité d'opium qu'en conformité dudit alinéa il considère comme représentant les besoins normaux de cette Partie;
- g) Le Comité envoie les notifications visées à l'alinéa f) du présent paragraphe au plus tard le 15 décembre de l'année qui précède la date à laquelle se rapportent les renseignements qu'elles contiennent;
4. a) En ce qui concerne les Etats parties au présent Protocole à la date de son entrée en vigueur, les dispositions du paragraphe 1 du présent article prennent effet à la date du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle le Protocole est entré en vigueur;
- b) En ce qui concerne tout autre Etat, les dispositions du paragraphe 1 du présent article prennent effet à dater du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle l'Etat en question est devenu partie au Protocole;
5. a) Si le Comité estime que les circonstances sont exceptionnelles, il peut, sous les conditions et pour la période de temps qu'il détermine, dispenser une Partie d'observer les obligations prévues par le paragraphe 1 du présent article en ce qui concerne le niveau maximum des stocks d'opium.
- b) S'il existe lors de l'entrée en vigueur du présent Protocole dans un Etat producteur visé à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4 des stocks d'opium dépassant le niveau maximum autorisé par l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article, le Comité, à sa discrétion, tient compte de cet état de choses pour éviter que l'Etat en question ne subisse les difficultés économiques qu'entraînerait une réduction trop rapide des stocks d'opium au niveau maximum prescrit par l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article.

Article 4

(adopté à titre provisoire)

Commerce international de l'opium

1. Les Parties s'engagent à limiter l'importation et l'exportation de l'opium aux seuls besoins médicaux et scientifiques.

2. a) Sans qu'il soit par là dérogé aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 6, les Parties s'engagent à ne pas permettre l'exportation et l'importation d'opium autre que l'opium produit dans l'un quelconque des Etats ci-après qui, au moment où s'effectuera l'importation ou l'exportation considérée, sera partie au présent Protocole :

Bulgarie
Grèce
Inde
Iran
Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques
Yougoslavie

b) Les Parties s'engagent à ne pas permettre l'importation de l'opium en provenance d'un Etat quelconque qui n'est pas partie au présent Protocole.

3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2 du présent article, toute Partie peut autoriser, exclusivement pour sa consommation intérieure et sans dépasser les besoins d'une année, l'importation et l'exportation s'effectuant entre ses territoires, d'opium produit dans un de ces territoires.

4. Les Parties doivent appliquer aux importations et aux exportations d'opium le système de certificats d'importation et d'autorisations d'exportation prévu par le chapitre V de la Convention de 1925, sous réserve que l'article 18 de cette dernière sera inapplicable. Il sera néanmoins loisible à une Partie d'imposer, relativement à ses importations et à ses exportations d'opium des conditions plus restrictives que celles stipulées par le chapitre V de la Convention de 1925.

Article 5

Emploi de l'opium

Les Parties doivent limiter l'emploi de l'opium aux seuls besoins médicaux et scientifiques.

Article 6

Disposition de l'opium saisi

1. Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent article, tout opium saisi lors de transactions illicites sera détruit.
2. Toute Partie a le droit de transformer, en totalité ou en partie, en substances non stupéfiantes, les stupéfiants contenus dans l'opium saisi, ou a le droit de réserver, en totalité ou en partie, cet opium et les alcaloïdes qui peuvent être fabriqués à partir de cet opium, à telles utilisations d'ordre médical ou scientifique que le gouvernement pourra en faire, ou qui pourront en être faites sous son contrôle.
3. Tout Etat producteur énuméré à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4 et qui est partie au présent Protocole a le droit de consommer et d'exporter l'opium saisi dans son pays.
4. L'opium saisi et qui pourra être identifié comme dérobé d'un entrepôt d'Etat ou autre entrepôt licite peut être restitué à son propriétaire.
5. Toute Partie qui ne permet sur son territoire ni la production de l'opium ni la fabrication d'alcaloïdes de l'opium peut, dès qu'elle a obtenu l'autorisation du Comité d'exporter, vers le territoire d'une Partie qui fabrique des alcaloïdes de l'opium, une quantité déterminée d'opium que ses propres autorités ont saisie, afin d'obtenir en contrepartie des alcaloïdes de l'opium ou des drogues contenant des alcaloïdes de l'opium ou encore afin de faire extraire ces alcaloïdes pour ses propres besoins médicaux ou scientifiques. Toutefois, la quantité ainsi exportée pour une année donnée ne pourra être supérieure aux besoins annuels de la Partie exportatrice tant en opium médicinal qu'en drogues contenant de l'opium ou des alcaloïdes de l'opium; la quantité en excédent devra être détruite.

CHAPITRE VI. - CLAUSES FINALES

Article 13

Différends

1. Les Parties reconnaissent expressément que la Cour internationale de Justice est compétente pour régler les différends concernant le présent Protocole.
2. A moins que les Parties en cause ne décident d'un autre mode de règlement, tout différend qui viendrait à s'élever entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Protocole sera soumis pour règlement à la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des Parties au différend.

Article 15

Ratification

Le présent Protocole doit être ratifié. Les instruments de ratification doivent être déposés auprès du Secrétaire général.

Article 19

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le jour du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion d'au moins vingt-cinq Etats, dont au moins trois des Etats producteurs indiqués à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4 et au moins trois des Etats fabricants ci-après : République fédérale d'Allemagne, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse.
2. Pour tout Etat qui dépose l'instrument de ratification ou d'adhésion postérieurement au dépôt des instruments nécessaires pour l'entrée en vigueur du Protocole conformément au paragraphe 1 du présent article le Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle l'Etat en question aura déposé cet instrument.

Article 20

Revision

1. Toute Partie peut à tout moment demander la revision du présent Protocole par une notification adressée au Secrétaire général.
2. Le Conseil, après avoir consulté la Commission, recommande les mesures à prendre à la suite de cette demande.

Article 21

Dénonciation

1. A l'expiration d'une période de cinq années à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, chaque Partie pourra, par le dépôt auprès du Secrétaire général d'un instrument écrit, dénoncer le présent Protocole.
2. La dénonciation visée au paragraphe 1 du présent article prend effet le 1er janvier de la première année qui suit la date à laquelle cette dénonciation a été reçue par le Secrétaire général.

Article 22

Expiration

Le présent Protocole cesse d'être en vigueur si, par suite de dénonciations notifiées en application de l'article 21, la liste des Parties n'est plus conforme à toutes les conditions établies à l'article 19.

Article 23

Notifications du Secrétaire général

Le Secrétaire général notifie à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux autres Etats visés à l'article 16 :

- a) Les signatures apposées au présent Protocole à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'opium et le dépôt des instruments de ratification et d'adhésion conformément aux articles 15 et 16;

- b) La date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur conformément à l'article 19;
- c) Les déclarations et les notifications faites conformément aux dispositions transitoires prévues à l'article 17, les dates auxquelles elles prennent fin et cessent d'avoir effet;
- d) Les dénonciations faites conformément à l'article 21;
- e) La date à partir de laquelle le présent Protocole cesse d'être en vigueur conformément à l'article 22;
- f) Les demandes de révision du présent Protocole présentées conformément à l'article 20;

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole au nom de leurs gouvernements respectifs :

Fait à , le
en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives des Nations Unies et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats Membres des Nations Unies et à tous les autres Etats.
